



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MONOPRIX EXPLOITATION, PAR ABREVIATION MPX

15-17, RUE DES MARRONNIERS 57 BD GODARD
33110 Le Bouscat

Références : CRA-2026-082
Code AIOT : 0100079983

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement MONOPRIX EXPLOITATION, PAR ABREVIATION MPX implanté 15-17, RUE DES MARRONNIERS 57 BD GODARD 33110 Le Bouscat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'inspection du 12 mars 2025, la société MONOPRIX a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 18 avril 2025 de mettre en conformité son installation de distribution de carburants. L'inspection du 28 janvier 2026 avait pour objectif de faire un point sur l'avancement de ces travaux de mise en conformité à la réglementation des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONOPRIX EXPLOITATION, PAR ABREVIATION MPX
- 15-17, RUE DES MARRONNIERS 57 BD GODARD 33110 Le Bouscat
- Code AIOT : 0100079983
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : {Non Renseigné}

La station service du Monoprix Le Bouscat, 57 avenue Godard, est soumise à déclaration avec contrôle périodique pour la rubrique 1435 (déclaration initiale le 21/02/2003 puis récépissé du 18/05/2017 et du 2/07/2018).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.1.2.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	2 mois
3	Dispositifs de sécurité	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.4.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie - extincteurs	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 28 janvier 2026 a permis de constater la réalisation des travaux de mise en conformité imposés par arrêté de mise en demeure du 18 avril 2025.

L'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 est respecté et peut être levé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/03/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 18/07/2025
Prescription contrôlée : <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : "objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : "le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure". L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p> <p>L'article R512-56 du code de l'environnement prévoit que la périodicité du contrôle périodique est de 5 ans maximum.</p> <p>L'article R512-59-1 du code de l'environnement prévoit «Lorsque le rapport de visite mentionné à l'article R. 512-59 fait apparaître des non-conformités majeures telles que définies à l'article R. 512-58, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport de visite un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier.</p> <p>Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les prescriptions dont la méconnaissance a entraîné des non-conformités majeures.</p>

Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant. L'organisme agréé adresse à l'exploitant un rapport complémentaire à son rapport de visite initial dans un délai d'un mois après la visite.

L'organisme agréé informe le préfet et l'inspection des installations classées compétente de l'existence de non-conformités majeures dans un délai d'un mois à compter de la constatation d'un des cas suivants :

1° S'il n'a pas reçu l'échéancier de mise en conformité de l'exploitant dans le délai prévu au premier alinéa ;

2° S'il n'a pas reçu de demande écrite de contrôle complémentaire de l'exploitant dans le délai prévu au deuxième alinéa ;

3° Si le contrôle complémentaire a fait apparaître que des non-conformités majeures persistent. Dans ce cas, le délai d'un mois court à compter de l'envoi du rapport complémentaire à l'exploitant.

Cette information comprend l'envoi, selon le cas, d'un extrait du rapport de visite initial mentionnant les non-conformités majeures, de l'échéancier de mise en conformité ou d'une copie du rapport complémentaire.»

Constats :

Lors de l'inspection du 12/03/2025, il a été constaté que l'exploitant de la station service n'a jamais fait procéder au contrôle périodique ICPE de son installation.

La société MONOPRIX a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 18 avril 2025 de mettre en conformité son installation de distribution de carburants.

Constat du 28/01/2026:

L'exploitant a fait réaliser le contrôle périodique ICPE de la station service par l'organisme de contrôle ALPES CONTROLES en date du 26/11/2025 et a transmis le rapport de contrôle à l'inspection des installations classées.

A noter que l'exploitant a engagé des travaux importants de mise en conformité avant le passage de l'organisme de contrôle.

Ce point de la mise en demeure du 18 avril 2025 peut être levé.

Le rapport d'ALPES CONTROLES fait ressortir 3 non conformités majeures suivantes:

- absence des moyens de lutte contre l'incendie suivants: système d'alarme incendie, système manuel commandant une alarme au niveau des îlots de distribution, couverture anti feu et un extincteur CO2 au sein du local technique,
- absence de justificatifs de vérification de l'alarme incendie,
- absence d'asservissement du système de détection de fuite à une alarme sonore.

Le rapport relève également 3 non conformités simples : absence de pictogrammes de dangers, absence de consigne affichée, justificatif de suivi annuel des alarmes.

Il a pu être constaté lors de l'inspection la correction de certaines non conformités: mise en place d'une alarme, présence de pictogrammes de dangers, présence de la couverture anti feu.

Il a été signalé à l'exploitant la nécessité de bien identifier les différents dispositifs mis en place sur sa station (arrêt d'urgence, appel magasin, appel télésurveillance, alarme incendie, système de

déclenchement de l'extinction). De même, il a été constaté l'absence d'identification sur les boîtiers de détection de fuite des doubles enveloppes des cuves de carburant.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au plus tard le 29/04/2026, l'exploitant transmet à son organisme de contrôle ALPES CONTROLES son échéancier de mise en conformité et met l'inspection en copie. Il veille à demander le contrôle complémentaire de son installation au plus tard le 29/01/2027.</p> <p>L'exploitant veille à faire un travail de clarification et de bonne identification des dispositifs de suivi et de secours mis en place sur sa station (cf constat).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie -extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 18/07/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B. - pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ; - sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale anti-feu. <p>Pour les installations de distribution, les moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans les paragraphes précédents pourront être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente.</p> <p>Ce type de dispositifs est obligatoire pour les installations fonctionnant en libre-service sans surveillance et pour les installations implantées sous immeuble habité ou occupé par des tiers. Cette disposition est obligatoire à compter du 30 juin 2010 pour les installations existantes.</p> <p>Une commande de mise en oeuvre manuelle d'accès facile double le dispositif de déclenchement automatique de défense fixe contre l'incendie. Cette commande est installée en dehors de l'aire</p>

<p>de distribution en un endroit accessible au préposé éventuel à l'exploitation ainsi qu'à tout autre personne.</p> <p>Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection du 12/03/2025, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté du 18/04/2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de procéder à l'entretien et la maintenance des équipements de lutte contre l'incendie de sa station service, • d'équiper la station service de couverture anti feu. <p>Lors de l'inspection du 28/01/2026, il a pu être examiné les justificatifs d'entretien et de maintenance des équipements de lutte contre l'incendie: système d'extinction automatique, extincteurs par la société spécialisée CHUBB (mai et septembre 2025). La couverture anti-feu était présente.</p> <p>Ce point de la mise en demeure du 18 avril 2025 peut être levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Dispositifs de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.4.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 18/07/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance, l'installation de distribution est équipée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation.
<p>Constats :</p> <p>Constats de l'inspection du 12/03/2025:</p>

La station service est en fonctionnement 24H/24 sans surveillance.

Elle n'était pas équipée d'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation.

La société MONOPRIX a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 18 avril 2025 de mettre en conformité son installation de distribution de carburants.

Lors de l'inspection du 28/01/2026, l'inspection a pu constater la mise en place d'une borne d'appel d'urgence ainsi qu'un interphone sur la station service. Pendant les heures ouvrées, l'interphone permet de contacter le magasin situé à proximité de la station. En dehors des heures ouvrées, la borne d'appel permet de rentrer en contact avec la société de télésurveillance SOTEL qui dispose ensuite d'une liste d'appel des cadres du magasin.

Ce point de la mise en demeure du 18 avril 2025 peut être levé.

Lors de l'inspection, la borne a été testée. Cette dernière a permis de rentrer en contact avec la télésurveillance. Toutefois, la communication n'était pas possible, la télésurveillance ne percevant ce qui était prononcé depuis la station.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 15 jours, l'exploitant teste de nouveau sa borne d'alerte et met en place les actions correctives permettant de pouvoir communiquer correctement avec la télésurveillance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10.

Thème(s) : Risques chroniques, Séparateur d'hydrocarbures

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 18/07/2025

Prescription contrôlée :

Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur-séparateur est conçu et

dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

Constats :

Lors de l'inspection du 12/03/2025, l'exploitant n'a pas été en capacité de justifier la réalisation d'une vidange et d'un entretien / maintenance de son séparateur d'hydrocarbures.

La société MONOPRIX a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 18 avril 2025 de mettre en conformité son installation sur ce point.

Lors de l'inspection du 28 janvier 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le bon d'intervention de la société Seps en date du 9/04/2025 permettant de justifier de la maintenance et de la vidange du séparateur d'hydrocarbures de la station. Il a également transmis le bordereau d'élimination de déchets.

Ce point de la mise en demeure du 18 avril 2025 peut être levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure